

Sous la direction de
Michel KOEBEL et Emmanuelle WALTER

Résister à la disqualification sociale

Espaces et identités

Sommaire

Sommaire5

Introduction : Résister à la disqualification des espaces et des identités

Michel Koebel et Emmanuelle Walter 9

Chapitre 1 : Face à la disqualification sociale : exclusion, marginalité, délinquance

La lutte des squatters punks contre le discrédit identitaire

Djemila Zeneidi 23

Socialisation des jeunes en difficulté dans les quartiers « sensibles ». Création de nouveaux espaces sociaux

Catherine Tourrilhes 39

Le dispositif Mendel auprès des jeunes de la rue à Montréal : un lieu de débat face à la disqualification de l'espace de la rue

Annamaria Colombo et Annie Larouche 53

Chapitre 2 : Face à la disqualification culturelle, ethnique et/ou professionnelle

La figure de l'éboueur : une figure claire-obscur

Delphine Corteel 73

Représentation sociale du travail et maintien de l'identité chez les Tsiganes

Anne-Marie Mamontoff 89

Chapitre 3 : Défendre son espace de vie : la rue, le quartier

La menace SDF. Conflits locaux et rejet social

Marie Loison-Leruste 109

Les effets de la mixité dans la construction des rapports sociaux

Patrick Le Guirriec 125

Chapitre 4 : Défendre son environnement, son « pays », sa région

La mobilisation des représentations et des stratégies identitaires au service d'un projet territorial transfrontalier : l'exemple de l'espace Sar-Lor-Lux	
Eric Auburtin	143
La valeur ordinaire du paysage : stratégies photographiques des opposants à la ligne très haute tension en Quercy Blanc	
Olivier Labussière	161
Conclusion : Espace disqualifié : handicap ou ressource identitaire ?	
Maurice Blanc	189
Présentation des auteurs	205
Présentation du comité scientifique	211

Introduction

RÉSISTER À LA DISQUALIFICATION DES ESPACES ET DES IDENTITÉS

Michel Koebel et Emmanuelle Walter

Construit à partir d'une sélection de contributions toutes issues du colloque international et interdisciplinaire « Identité et Espace », organisé à l'université de Reims Champagne-Ardenne du 24 au 26 novembre 2006, cet ouvrage est né de la volonté de thématiser les notions très larges d'identité et d'espace autour d'une problématique précise : **celle des résistances et des luttes mises en œuvre par des acteurs menacés, d'une manière ou d'une autre, par des formes de disqualification sociale**¹.

Qu'ils soient directement objets de dévalorisation sociale en raison de leur identité socioculturelle, professionnelle ou ethnique, ou qu'ils se sentent indirectement menacés de discrédit social en raison de transformations jugées négatives de leur environnement, les acteurs concernés mobilisent des ressources pour **résister**, c'est-à-dire se défendre, opposer leur force et leur identité subjective, refuser de se soumettre à des pouvoirs ou des logiques contraires à leur intérêt. Car l'axe central de cet ouvrage n'est pas de décrire la disqualification sociale en tant que telle et d'en rechercher les causes et les effets, mais plutôt de montrer comment et pourquoi les acteurs concernés se mobilisent pour lutter, quelles que soient le type

¹ Deux autres ouvrages ont été réalisés suite à ce colloque, à partir d'une sélection thématifiée des 77 communications (elles-mêmes issues d'une sélection des 224 propositions reçues par le comité scientifique). Grandjean, P. (dir.) (à paraître). *Construction identitaire et espace*. Paris : L'Harmattan (coll. Géographie et culture). Nemery, J.-C., Rautenberg, M., & Thuriot, F. (dir.) (à paraître). *Les stratégies identitaires de conservation et de valorisation du patrimoine*. Paris : L'Harmattan (coll. Administration et aménagement du territoire).

de menaces dont ils sont l'objet, pour défendre leurs identités et les espaces dans et par lesquels ils existent.

À travers un panel d'approches pluridisciplinaires en sciences sociales, cet ouvrage mobilise les regards et les méthodes croisés de la sociologie, de la psychologie, de l'ethnologie, de l'histoire, de la géographie, de l'urbanisme et de l'économie, autour de deux principaux axes.

Le premier axe a trait au rejet de catégories disqualifiantes dans la construction de l'identité. Il rassemble cinq contributions en deux chapitres, qui montrent que pour résister aux effets négatifs et dégradants associés à une condition sociale jugée disqualifiante, les acteurs concernés travaillent à échapper à une catégorisation identitaire par laquelle ils sont désignés, repérés et stigmatisés. Qu'elles soient associées à l'image d'éboueurs, de punks SDF, de Tsiganes ou encore de jeunes marginaux de cités sensibles, les situations étudiées se débattent avec des projections sociales négatives produites dans le cadre de notre société normative et hiérarchisée. Mais s'ils sont privés du crédit social qui confère une place favorable dans la société, ces acteurs ne sont pas pour autant passifs et soumis à leur condition disqualifiante ; en développant des logiques propres et en se mobilisant dans des espaces alternatifs (qu'ils maîtrisent et contrôlent eux-mêmes en y projetant leurs valeurs et leur mode de vie), ils travaillent à se situer subjectivement et symboliquement à travers une identité et un espace social différent. Plus précisément, les cas étudiés montrent comment les acteurs concernés se construisent non pas en référence aux critères normatifs qui les qualifient et/ou aux contextes d'aides, de soutiens et de mesures qui leur sont officiellement et administrativement destinés, mais en référence à des éléments puisés dans les ressources et les ressorts propres à leur culture identitaire (qu'elle soit ethnique, professionnelle, sociale... etc.). Car c'est à la condition de

rejeter les catégorisations par lesquelles ils se retrouvent inévitablement identifiés et qui les enferment dans leur identité de « disqualifiés sociaux » qu'ils peuvent tenter d'exister autrement, à la marge du contrôle institutionnel normatif. Si ces stratégies de défense et de résistance ne changent en apparence pas grand-chose à la condition objective des acteurs concernés, elles ont néanmoins le pouvoir de rendre supportable « de l'intérieur » des conditions qui autrement, ne le seraient pas.

Face à la disqualification sociale : exclusion, marginalité, délinquance

Au sein de cet axe, un premier chapitre de trois contributions apporte un éclairage sur les dynamiques de résistances en jeu face à aux stigmates de l'exclusion, de la marginalité et de la délinquance sociale.

Dans son travail ethnographique sur le mouvement punk, **Djamila Zeneidi** prend à contre-pied les représentations sociales communes et disqualifiantes sur les squatteurs. Elle montre comment le squat peut être regardé comme un « territoire de reconnaissance » à travers lequel se joue non plus seulement la lutte pour la survie au sens propre du terme (avoir un toit), mais surtout le refus d'être considérés comme des individus marqués par un handicap social, pour se construire dans un rapport positif à soi. Le refus d'être identifié et de s'identifier aux SDF se manifeste par le refus des aides qui en découlent et par la construction « d'autres formes de dénomination adossées à des spécificités culturelles liées au mouvement punk ». En d'autres termes, le squat devient ici un espace-repère permettant la construction d'une culture propre, expression de l'appartenance identitaire à un groupe. En effet, l'auteur montre, vers la fin de sa contribution, que c'est bien la disparition du squat (fermé, puis rasé par les « autorités institutionnelles »), et non son existence, qui enfonce le groupe de jeunes SDF dans la déshérence, et provoque la dissolution de leur dynamique d'action (organiser des événements musicaux) et de leurs liens de solidarité.

À travers son travail sur la socialisation des jeunes en difficulté dans les quartiers sensibles, **Catherine Tourrilhes**, quant à elle, révèle le rôle constructif des « espaces intermédiaires », non contrôlés ni normalisés par les systèmes institués de prise en charge de la jeunesse délinquante, dans la dynamique de construction d'une « autre identité ». En permettant aux jeunes concernés de sortir de leur quartier et d'être confrontés à des espaces et à des tâches qui ne font pas partie *a priori* de leur univers de référence, ils permettent donc des expériences nouvelles et des comportements en rupture avec l'image négative dont ils sont habituellement affublés. C'est notamment « la représentation sociale positive de l'activité (nautisme, voyage, hôtellerie, tourisme-nature) qui construit la logique de la rupture avec la disqualification identitaire et spatiale ». Les expériences décrites (et également initiées et vécues par l'auteur) présentent une alternative aux jugements stigmatisants qui sont habituellement développés à l'endroit des jeunes déviants (irresponsables, incapables, futiles, inconsistants, immoraux, etc.).

Dans le cadre de leur recherche sur les effets du « dispositif Mendel » auprès des jeunes de la rue à Montréal, **Annamaria Colombo** et **Annie Larouche** montrent comment l'occupation de l'espace urbain, notamment des centres-villes, par de jeunes SDF relève bien « d'une quête identitaire dans une perspective de "socialisation marginalisée" ». La résistance ici s'exprime à travers le fait même d'investir la rue et de refuser les solutions institutionnelles d'aide et de soutien souvent perçues par ces jeunes comme des « non-choix ». Revendiquant le droit à être considérés comme des êtres humains à part entière, ces jeunes rejettent toute attitude, préventive ou répressive, visant à réduire ou à disqualifier leur identité propre. Là aussi les travaux de terrain mettent en évidence les effets destructeurs de la « taylorisation de la responsabilité sociale » (Parazelli, 1997) en matière d'aide aux populations marginalisées, lesquelles réagissent en rejetant toute médiation susceptible de les priver d'un accès direct, autogéré et autocontrôlé, à leur espace de vie.

Face à la disqualification culturelle, ethnique et/ou professionnelle

Toujours dans ce premier axe, deux autres contributions constituent le deuxième chapitre et montrent comment des acteurs donnés résistent aux stigmates négatifs dont ils sont l'objet en raison du métier qu'ils exercent ou du fait de leur culture ethnique.

Dans son travail ethnographique sur le métier d'éboueur, **Delphine Corteel** propose un éclairage original sur « l'archétype [d'un] métier socialement disqualifié et disqualifiant ». En entrant dans la complexité des logiques – visible/invisible et clair/obscur – qui sous-tendent la condition de l'éboueur, elle met en évidence les éléments à travers lesquels ces acteurs luttent contre « l'effacement symbolique dont ils sont l'objet ». Plus précisément, l'auteur met en évidence les différentes ressources nécessaires aux acteurs concernés pour se maintenir « à la jonction des mondes visibles et invisibles » pour « assurer le maintien de l'ordre entre le souillé et le propre », tout en résistant à « la tension entre exposition et effacement », et en négociant en permanence les relations avec les usagers de l'espace public. Les caractéristiques de l'activité – lutter « chaque jour contre l'insalubrité publique » – leur confèrent une utilité publique à travers laquelle ils réhabilitent « de l'intérieur » une disqualification sociale exercée « de l'extérieur ». De surcroît, cette utilité publique se double d'un statut de fonctionnaire qui leur assure une garantie de l'emploi et des revenus réguliers.

Enfin, **Anne-Marie Mamontoff**, dans son travail sur le monde des Tsiganes, montre que le refus du travail chez les hommes tsiganes peut être interprété comme la volonté de protéger les valeurs qui fondent la cohésion de la culture tsigane et le rejet d'une culture jugée menaçante car destructrice du primat de la famille sur la réussite individuelle. Communément disqualifiée à travers les stigmates de la marginalité, de la paresse, du refus des normes de la société occidentale, les caractéristiques de la culture tsigane sont ici réinterprétées comme une adhésion à des valeurs identitaires qui suppose un rejet, une défense contre

tout ce qui peut les menacer. Ainsi, c'est la famille – et non une institution « extérieure » – qui transmet les valeurs, les codes et les savoirs éducatifs aux enfants ; ceux-ci sont véhiculés à travers des pratiques discursives et manuelles au fil des générations ; la liberté et l'indépendance sont essentielles dans la culture tsigane, et le travail n'est accepté que s'il se met au service de cette dynamique. Gagner de l'argent n'est pas une fin en soi. La notion de réussite n'est pas liée à une reconnaissance professionnelle individuelle. Le Tsigane se construit en partie par le rejet du hors-groupe, et les valeurs et critères d'ambition qui animent les pratiques professionnelles sont destinés à construire et à maintenir le lien groupal, la solidarité entre ses membres et la liberté vis-à-vis des non-Tsiganes.

Le second axe présente quatre contributions qui montrent comment des personnes s'organisent pour résister à diverses transformations porteuses de disqualification sociale potentielle.

À la différence de l'axe précédent, ces acteurs ne sont pas directement concernés par la disqualification au sens du discrédit, de l'exclusion et/ou de la marginalisation de leur condition sociale. Ils sont confrontés à des situations qui menacent l'image socialement positive de la rue, du quartier, ou du « pays » dans lequel ils vivent, et s'organisent activement pour lutter contre cette menace et conserver les valeurs positives de leur espace de vie. À la différence également des acteurs du premier axe, ils disposent de moyens plus directs, officiels et objectifs pour asseoir leur résistance. Là où les jeunes punks ou les éboueurs n'ont comme moyens que leurs ressources internes et la lutte symbolique et subjective, souvent sourde et invisible, pour se défendre contre les effets disqualifiants, les acteurs présentés dans cet axe savent user de leur pouvoir de citoyen et des ressources liées à

leur capital social et culturel, ou encore politique. Il s'agit ici d'acteurs qui disposent *a priori* d'un crédit symbolique et politique favorable ainsi que des moyens culturels pour le faire valoir : lettres, pétitions, sollicitations médiatiques, investissements artistiques, appuis économiques, politiques et scientifiques divers sont autant d'armes dont ils disposent pour arriver à leurs fins.

Défendre son espace de vie : la rue, le quartier

Pour deux auteurs (chapitre 3), la présence immédiate de l'autre permet d'affirmer et de confirmer sa propre identité. À la différence des personnes présentées dans le premier axe, qui luttent « contre » les enfermements et les catégorisations construites par la société pour les identifier et les contrôler, les personnes étudiées ici affirment leur identité en travaillant « à se distinguer » de ceux dans lesquels ils ne se reconnaissent pas.

Ainsi, le travail de **Marie Loison** sur « la menace SDF » montre comment s'organise l'opposition de riverains et d'habitants de deux rues parisiennes à l'implantation de structures d'accueil de SDF et marginaux dans leur proximité immédiate. Avançant des arguments autour du développement de nuisances directes (bruits, saleté, menaces) induites par la présence de la pauvreté dans leur rue, mais surtout d'effets indirects de disqualification de la valeur marchande de leur bien immobilier, les riverains tentent de préserver la qualité de leur espace de vie, et par là aussi la valeur de leur identité sociale. Usant de lettres de doléance et de pétitions répétées, ils manifestent leur crainte devant une « éventuelle détérioration de l'image du quartier : enlaidissement du milieu par la présence de SDF, sentiment de saturation et de ghettoïsation du quartier, etc. », manifestant par là leur refus d'être assimilés à la présence de SDF, d'être menacés dans leur identité. Cette contribution apporte ainsi un éclairage sur le problème de la cohabitation avec la grande pauvreté, celle qui, du fait même de sa visibilité, met à mal les processus de mise en distance et d'effacement de la souffrance liée à l'exclusion sociale.

La contribution de **Patrick Le Guirriec** sur « les effets de la mixité dans la construction des rapports sociaux », en prenant pour terrain un tout autre cadre – une commune proche de Rennes –, traite également de la question des liens entre le lieu d’habitation (ici le quartier) et l’identité sociale. Plus précisément, l’auteur prend à contre-pied les représentations idéalisées de la « mixité sociale » en montrant comment elle peut entraîner une confusion identitaire contre laquelle les individus luttent pour définir et maintenir leur identité sociale propre. En effet, les habitants ayant récemment accédé à la propriété dans un quartier nouvellement construit en proche périphérie de Rennes se défendent contre la disqualification potentielle de leur lieu d’habitation, en cherchant notamment à se démarquer de populations socialement moins favorisées. Plus que le lieu d’habitation, ce sont les usages dans et en dehors du quartier qui s’imposent comme marques identitaires ; le rejet de la mixité résulte « d’une frustration relative qui est d’autant plus importante que la différence socio-économique entre les habitants qui se partagent un territoire est importante ».

Défendre son environnement, son « pays », sa région

Les travaux des deux derniers auteurs réunis dans le quatrième et dernier chapitre traitent des luttes et stratégies mises en œuvre par différents acteurs pour valoriser ou revaloriser l’image de leur environnement de vie (ici « le pays » ou la région), objet d’une disqualification symbolique directe ou indirecte.

Dans le cas étudié par **Éric Auburtin**, c’est l’image et la dynamique socio-économique de l’espace « Sar-Lor-Lux » qui est en jeu, et notamment les usages de la frontière « comme support pour construire de nouvelles identités territoriales qui s’enchevêtrent autant qu’elles s’emboîtent ». L’auteur montre notamment que la quête identitaire recouvre au moins trois axes stratégiques : se faire reconnaître, mieux se connaître (entre voisins européens) et actualiser « les possibilités de

reconversion des activités économiques dans les zones les plus sinistrées ».

Dans la contribution d'**Olivier Labussière**, la résistance se manifeste à travers l'opposition d'habitants à l'implantation d'une ligne à très haute tension dans leur « pays ». Le groupe d'opposants utilise la photographie pour (re)valoriser leur environnement face au discrédit dont il est l'objet, car l'endroit aurait été choisi pour l'implantation d'une ligne à très haute tension en raison de sa faible valeur paysagère, raison fortement rejetée par les habitants concernés.

Cet ouvrage montre que l'identité, comme « quête de reconnaissance », est un enjeu social majeur qui explique les luttes, résistances, et autres combats présentés ici. Ainsi, plusieurs contributions montrent que des identités meurtries par l'opprobre collective dont elles sont l'objet se défendent, d'une manière ou d'une autre, des effets de la stigmatisation en inventant des moyens subjectifs et objectifs de résistance à la dévalorisation sociale. Ce qui est en jeu, c'est la manière-même dont ils se définissent comme « existants sociaux ».

Les moyens sont multiples et adaptés aux différentes situations, révélant la panoplie des processus par lesquels les acteurs sociaux se définissent en une identité qui « demeure finalement toujours au carrefour de deux processus complémentaires d'unification et de différenciation » (Michon, 2005)². Mais quels que soient les contextes étudiés, toutes les contributions réunies dans cet ouvrage montrent l'importance de l'espace comme construction d'une « permanence » de l'identité : celle-ci n'est pas réductible à un ensemble de pratiques sociales variées ; elle se construit en référence à des lieux bien

² Michon, B., & Terret, T. (dir.) (2005). *Pratiques sportives et identités locales*. Paris : L'Harmattan (collection Espaces et Temps du Sport).

identifiés, objets de projections sociales déterminées et déterminantes (type de logement, rue, quartier, ville, terroir, région, etc.).